

## La construction européenne.

Moi, ce qui m'a toujours intrigué dans le concept de "construction européenne", c'est l'adjectif: pourquoi diable "européenne"? Si ladite construction se fonde sur les principes de la démocratie, qui sont universels, et sur le désir de mettre fin aux guerres, qui sont de tous lieux, pourquoi s'arrête-t-elle aux frontières du continent? Si elle se fonde sur les principes du libéralisme économique et du libre-échange, et si l'on accepte l'idée qu'elle a été d'abord une manière d'organiser la résistance au communisme sur la mince frange du vieux monde qui avait échappé à la catastrophe en 1945-1948, pourquoi n'intègre-t-elle pas le centre économique et politique de l'Occident, à savoir les États-Unis? Au fait, quelle est aujourd'hui la validité exacte du concept d'"aire culturelle européenne", à l'heure où l'islam est depuis une génération la deuxième religion de France, et avons-nous réellement plus en commun avec les Finnois (combien de Finnois avez-vous déjà rencontrés?) qu'avec les Algériens, dont plusieurs millions sont venus vivre chez nous, qui sont francophones et ont partagé avec nous, pour le meilleur et pour le pire, cent trente-deux ans d'Histoire? Or, tout le monde semble considérer comme évident que la Bulgarie a une vocation européenne, tandis que le Maroc s'est vu claquer la porte pour des motifs d'ordre officiellement géographique ("vous n'êtes pas en Europe") et que la Turquie patiente depuis 1964... et pour longtemps sans doute.

Ces remarques introductives et quelque peu iconoclastes, non pour contester la construction européenne (quelles que soient ses frontières, c'est un progrès), mais pour souligner que, malgré les "évidences" martelées, elle ne va guère de soi, ne correspond à aucune nécessité inscrite de tout temps dans les gènes des Européens, ni dans le patrimoine historique originel des peuples de cette région du monde. Le moins qu'on puisse dire, d'ailleurs, est qu'elle a été rien moins qu'une épopée — les noms de Robert Schuman et de Jacques Delors ne font, je crois, rêver personne; la lecture du traité de Rome est un somnifère recommandable. Rarement les opinions publiques ont autant été à la traîne des gouvernements, rarement les bureaux-/technocrates ont joué un rôle aussi crucial dans un processus qui, en une cinquantaine d'années à peine, a quand même complètement bouleversé la face d'un continent...

L'Europe n'a jamais été politiquement unie au cours de son Histoire, contrairement à la Chine et au monde arabo-islamique, ainsi qu'au bassin méditerranéen à l'époque romaine<sup>1</sup>. Au début du XXe siècle, le mot "Europe" désignait une réalité géographique, quelque peu imprécise d'ailleurs quant à ses frontières orientales, et une réalité culturelle (indéniable à l'époque, avec quelques autres imprécisions balkaniques) — l'aire de civilisation où se sont mêlés les héritages de l'Antiquité gréco-romaine et ceux du christianisme, puis qui a connu les développements et les déchirements féconds de la Renaissance et des Lumières, moins les prolongements américains. Mais on eût surpris la très grande majorité des Européens en leur assurant que c'était aussi une communauté de destin, à l'heure où le territoire de pays comme la France et la Grande-Bretagne, grâce à la colonisation, dépassait de beaucoup les frontières du vieux monde<sup>2</sup>, et où toute une propagande assurait que leur destin était ultramarin, cependant que de colossaux mouvements de population finissaient d'arrimer à l'Europe les Républiques américaines; à l'heure aussi où les nationalismes triomphaient (et il faut rappeler qu'ils s'étaient développés en opposition aux Empires à vocation universelle, religieuse ou idéologique<sup>3</sup>), à l'heure où les écoliers de France se pénétraient de la barbarie du Boche, à l'heure où les jeunes mâles du continent s'apprétaient à connaître, dans la boue lorraine, polonaise, champenoise, ukrainienne, des expériences certes communes, mais guère faites pour les rapprocher. Il est vrai que la grande boucherie a fondé, pour le moins, une communauté de malheur; mais l'expérience des années d'entre-deux-guerres montra que ce n'était pas encore assez pour faire naître le désir de vivre ensemble en paix.

Les États européens ne pensaient leurs relations qu'en termes de rivalités, de confrontation, éventuellement d'alliances croisées; mais il n'était pas question d'imaginer que ces alliances pussent déboucher

<sup>1</sup> Λευροπε ννα ριεν ροιρ απεχ λνμπιρε ρομαιο, δοντ λα Μδιτερραν[ε τταιτ λναξε ετ λε Ρηιν ετ λε Δανυβε, λεσ φροντι[ρεσ: λνμπιρε, χεστ εξαχτεμεντ λε χοντραιρε. Χε φυτ απεχ λνμπιρε χαρολινγιεν θυε πουρ λα πρεμι[ρε φοισ λε Ρηιν δεπιντ λναξε [χονομιθυε δυν Ττατ δειμπορτανχε μαφευρε (μαισ λιμιτ[, εν γροσ, ρ λα Φρανχε, ρ λνλλεμαγνε ετ αυ νορδ δε λνταλιε δναφουρδνηυι: ριεν δε σπ[χιαλεμεντ νευροπ[ενν, σαυφ πουρ χευξ θυι χονφονδεντ λα χονστρυχτιον ευροπ[εννε απεχ λα ρ[χονχιλιατιον φρανχο-αλλεμανδε); χε φυτ απεχ λα χηριστιανισατιον δεσ ποπυλατιονσ δυ νορδ δυ χοντινεντ, αχηεπ[ε αυ Ξσε σι[χλε σευλεμεντ, ετ λα Ρεχονθυιστα εσπαγνολε, αχηεπ[ε εν 1492, θυε λνεντιτ[ χυλτυρελλε σε μιτ ρ χορρεσπονδρε ρ λνεντιτ[ γ[ογραπηθυε... απαντ δνεν δ[βορδερ ρ λνεντ (εν Σιβ[ριε) ετ ρ λνεντ (εν Αμ[ριθυε) δ[σ λε Ξσε σι[χλε!

<sup>2</sup> θυσθυεν 1962, λα μ[τροπολε φραν[αισε ινχλυαιτ λνλγ[ριε!

<sup>3</sup> Χε δερνιερ χασ φυτ χελυι δε λα Φρανχε ρ[πολυτιονναιρε ετ βοναπαρτιστε.

sur une alliance générale; on ne s'alliait avec un pays que pour se donner la possibilité d'en affronter un autre. On appelait cela **"le concert des nations"**, sans précision d'ordre géographique (au chapitre 6 du cours sur la France, j'insiste sur le caractère étrange et dangereux de cette vision des choses). Tout le monde raisonnait en ces termes, à part les socialistes internationalistes (mais eux non plus ne pensaient pas en termes d'Europe: ils pensaient en termes de classes sociales, c'est-à-dire en termes non géographiques, et concrètement la classe ouvrière nord-américaine, alors fort revendicative, était l'un de leurs grands espoirs) et les derniers zéloteurs d'une Internationale chrétienne, qui fonctionnaient en termes mondiaux — les fantasmes politiques des derniers légitimistes avaient eux aussi tendance à déborder sur le continent américain, et les projets de christianisation de l'Asie orientale et de rechristianisation de la rive sud de la Méditerranée eurent la vie dure (voyez le cours sur la France, aux chapitres 10 et 14). Bref, **aucun courant de pensée ne prenait en compte une entité "Europe"**.

Comment en est-on arrivé à la situation d'aujourd'hui, à la rapide et sans doute irréversible cristallisation d'**un projet laïc, fondé sur la notion d'équilibre et non sur celle de domination, plus ou moins ouvertement fédéraliste**, axé sur l'idée que des héritages culturels communs fondent une vocation à vivre ensemble en paix en abandonnant des pans entiers des souverainetés nationales au nom de principes universels; mais en même temps, assez étrangement si l'on songe au fait que ni la démocratie, ni l'économie de marché n'ont vocation à se borner à une aire géographique, **un projet appelé à correspondre plus ou moins exactement aux limites géographiques du continent européen**, mais dont il est à peu près hors de question qu'il puisse en déborder ni au sud (sauf pour la Turquie, à qui il est demandé d'abord... de s'"européaniser"), ni à l'ouest (personne n'imagine un instant étendre la construction en cours aux États-Unis, pourtant archi-présents sur le vieux continent)? Si l'on y réfléchit bien, l'"Europe" en construction est une aussi bizarre créature que les Empires coloniaux d'il y a un siècle, quoique sans doute plus sympathique. Pour qu'elle naquit, il a fallu des circonstances bien précises; ce sont ces circonstances que j'essaierai de mettre en valeur dans cet exposé.

### **I-L'idée de construction européenne avant 1945.**

Dès le XIXe siècle, il existait quand même **un discours sur l'Europe**. Ce discours exprimait d'abord la conscience fort aiguë de la **supériorité** de cette partie du monde **en termes de "progrès" et de "civilisation"**, pour parler le langage d'alors. En fait, le mot "Europe" était plus ou moins synonyme de "monde civilisé", par opposition aux autres aires culturelles (on eût dit plus volontiers: aux autres races), chair à colonies — l'Amérique, excroissance récente, faisait rarement l'objet de réflexions autonomes, encore qu'il y eut quelques belles exceptions, dont Tocqueville.

Pour les penseurs du politique notamment, **l'Europe était simplement la partie du monde sur laquelle il valait la peine de réfléchir**. Ce qui est frappant, par exemple dans le texte de Victor Hugo que je cite au chapitre 4 du cours sur la France, c'est que l'emploi du mot Europe recouvrait le plus souvent tout bêtement l'oubli du reste du monde: dans cette proclamation d'universalisme chauvin à la française (« l'Europe de demain d'appellera la France »), Victor Hugo veut tout simplement dire "le monde" en disant "l'Europe", mais il ne prend pas la peine de réfléchir sur la non-coïncidence des deux concepts. Rappelez-vous qu'à l'époque les États africains pas exemple n'étaient pas considérés comme tels: c'était une terre sans maîtres, que l'on était libre d'annexer aux domaines de telle ou telle capitale "civilisée", ou de s'échanger comme marchands de tapis, ainsi une partie du Congo entre la France et l'Allemagne en 1911.

Dans ces conditions, rien de surprenant à constater que **les nationalistes du XIXe siècle**, dont il faut rappeler qu'ils figuraient parmi les progressistes du temps, **fonctionnaient en termes d'"Europe"**, qu'ils rêvaient divisée en États-nations égaux en dignité et en pouvoirs, éventuellement fédérés sur la base des principes universels hérités des Lumières. Il y eut des projets de ce type en Italie, où Mazzini fonda un mouvement "Jeune Europe" parallèlement à son mouvement "Jeune Italie"; et en France, dans le cadre du bouillonnement utopique du printemps 1848. Mais la différence entre l'Europe et le reste du monde n'était pas pensée, c'étaient les préjugés de l'époque qui s'exprimaient en cette matière comme en d'autres — seuls les peuples du vieux continent étaient assez avancés en civilisation pour accéder à l'existence nationale. Sur le fond pourtant, le concept de nation tel qu'ils l'avaient forgé avait vocation à s'exporter hors d'Europe (on l'a bien vu plus tard, au moment de la décolonisation): les cartes qu'ils dessinaient identifiaient aussi, sur les bordures non européennes qu'elles incluaient forcément, des "nations" arabe, kurde, arménienne, iranienne, berbère... Certains socialistes aussi se donnaient "l'Europe" pour cadre d'action, surtout les premiers, à l'époque où le prolétariat américain était encore négligeable: en 1814, Saint-Simon avait publié un ouvrage intitulé *De la réorganisation de la société européenne*; en 1831, Buchez fonda un journal du nom de *L'Européen*.

**C'est sans doute aux États-Unis qu'une entité "Europe" a été le plus tôt isolée, identifiée**, mais de manière toute négative: l'Europe vue de Washington au XIXe siècle, c'était, vu de fort loin et du haut d'un mépris global, "eux" — ce qui s'oppose à "nous", ce que nous avons fui, ce dont nous nous sommes détachés, ce à quoi nous tâchons de ne pas ressembler malgré la communauté de culture. Ces conceptions, évidemment, n'eurent guère d'influence à l'est de l'Atlantique.

En réalité, **les premiers signes d'un embryon de conscience "européenne"**, au sens d'aujourd'hui, sur le vieux continent, **peuvent être identifiés juste avant 1914 dans certains milieux diplomatiques**, extrêmement minoritaires, de France et de Grande-Bretagne essentiellement; personnages sans aucun poids politique à l'époque, mais dont les noms sont restés (je me dispenserai cependant de vous les infliger) parce qu'ils étaient en avance sur leur époque. Il s'agissait d'une réaction à la politique des alliances, dont ces précurseurs voyaient bien qu'elle conduisait à la catastrophe; mais ils n'en faisaient pas une analyse mondiale, en termes de classes, comme les socialistes: ils étaient attachés aux cadres nationaux. Ils se donnaient pour but d'agir dans le cadre desdites alliances, soit en gros le monde occidental non américain (ce qui dès cette époque distinguait les États-Unis vus d'Europe, c'était leur refus de la logique du "concert des nations"), moins les colonies dont les populations ne votaient pas, qui n'étaient que passives dans cette affaire: bref, "l'Europe" effectivement, à peu près au sens d'aujourd'hui (le vieux continent élargi à toute la Russie). Leur souci était de faire vivre ensemble dans la paix des peuples différents mais qui avaient en commun le même héritage culturel, et à qui la géographie imposait de partager des frontières — cette problématique ne concernait ni les Républiques américaines, ni la Chine ou le Japon. Enfin ces hommes étaient au service d'États laïcs et démocratiques (ce n'était pas un hasard s'il n'y en avait que dans les deux puissances libérales de l'ouest du continent): leur projet pour l'Europe n'était pas la reconstitution de l'unité de la chrétienté<sup>1</sup>; ce n'était pas non plus l'unité du continent sous la houlette d'un quelconque Empire. Bref, ils annonçaient bien les militants européens d'aujourd'hui — parce que les processus désastreux qui ont conduit à la mise en place du cadre européen d'aujourd'hui étaient déjà en place.

**Ils n'eurent aucune influence sur les événements**; il n'y eut même pas de Raoul Villain pour les haïr et les assassiner. Lors des négociations de paix, en 1919-1920, l'équipe de Wilson lorgna un peu dans leur direction — Wilson se faisait de l'"Europe des peuples" un idéal qui ressemblait étrangement à son propre pays, avec des États territorialement homogènes sagement posés les uns à côté des autres, unis par l'intérêt et la raison, langage commun... La *Realpolitik* l'emporta: il ne fut même pas possible d'internationaliser les colonies, c'est-à-dire de couper les différents pays d'Europe de leurs pseudopodes ultramarins, qu'ils considéraient comme parties intégrantes d'eux-mêmes. Comme je l'ai montré pour la France (au chapitre 11), les vainqueurs continuaient à fonctionner dans le cadre des schémas mentaux, géopolitiques notamment, de l'avant-guerre — c'était encore pire dans les classes politiques britannique et italienne, tandis que le tronçonnage généralisé de l'Europe centrale aboutissait à une démultiplication des logiques d'oppositions et d'alliances au détriment de toute logique supranationale, continentale ou non: il y avait désormais des mini-alliances qui regroupaient Roumanie, Pologne et Tchécoslovaquie contre Autriche, Hongrie et Bulgarie (cette dernière, non formalisée). Les Américains prirent acte et s'en retournèrent à leur isolement, ce qui eut entre autres pour effet de faire de la Société des Nations, concrètement, un organisme essentiellement européen — mais pas pensé comme tel, sauf encore "par défaut", par non-prise en compte de l'existence du reste du monde. Le seul pays qui refusait ces logiques, l'U.R.S.S., se coula progressivement dans le moule russe dont elle avait hérité, sans pour autant abandonner une idéologie internationaliste et des objectifs réels paneuropéens: mais, encore une fois, ils n'étaient pas affichés comme tels.

En revanche, dans les années d'avant-guerre comme dans l'entre-deux-guerres, **il n'y eut pratiquement aucune conscience d'une communauté européenne d'intérêts dans les milieux économiques**. C'est même, à mon avis, l'un des grands mystères de cette époque: comment les chefs d'entreprises, qui savaient bien que la France était le premier partenaire économique de l'Allemagne en 1914 et que la Grande-Bretagne était le second (ou le contraire), ont-ils pu laisser les politiciens provoquer deux conflits mondiaux successifs qui ne pouvaient que faire du tort aux affaires, à l'exception du "complexe militaro-industriel", d'ailleurs embryonnaire en 1914? Il faut qu'ils aient été bien moins puissants, et les logiques économiques bien moins dominantes par rapport notamment aux logiques politiques et idéologiques, que les socialistes de tout le XXe siècle l'ont assuré. Sur ce point essentiel pour comprendre l'Histoire du siècle passé, voyez le cours sur la France, au chapitre 9.

Il y eut pourtant, dans les années 1920, un grand européen, le Français **Aristide Briand**, et, du coup, un pays fort activiste en la matière durant cinq ans, la France; déjà, d'un air de supériorité généreuse, elle traînait par

---

<sup>1</sup> Χελα διτ, υνε βοννε παρτιε δεεντρε ευξ [ταιεντ δεσ νοβλεσ: χαστε χοσμοπολιτε, μαισ δανσ υν χαδρε στριχτεμεντ ευροπ[εν λεσ Ρ[τυβλιθυεσ αμ[ριχαινεσ απαιεντ ρεφυσ[ δε σε δοτερ δε νοβλεσσεσ, λε Ευροπε νε ρεχονναισσαιτ πασ λεσ αριστοχρατιεσ αφριχαινεσ ετ ασιατιθυεσ χομμε δεσ νοβλεσσεσ. Δανσ λεσ φραχτιονσ λεσ πλυσ ιντελλιγεντεσ δε χεσ μιλιευξ, λα χονσχιενχε δεπαιτ [τρε αιγυ[ δε χε θυευν δ[χηιρεμεντ γ[ν[ραλ πουπαιτ φαιρε περδρε; δυ ρεστε, δυραντ λα πρεμι[ρε γυερρε μονδιαλε, ον πιτ υνε παρτιε δε λα ηαυτε νοβλεσσε ευροπ[εννε τεντερ δε φαπορισερ δεσ ν[γοχιατιονσ εντρε γουπερνεμεντο ποψεζ λε χουρσ συρ λα Φρανχε, αυ χηαπιτρε 9.

la main<sup>1</sup> sur les fonds baptismaux européens une Allemagne condamnée à la coopération par sa défaite, bien aise que son vainqueur eût pris la lubie de la traiter sur un pied d'égalité et d'amitié, mais n'en pensant pas moins. Les autres pays d'Europe et d'ailleurs assistèrent d'un air glabre à cet étrange spectacle qui ne les concernait point; du reste, les alliances de revers centre-européennes de la France ne furent pas remises en cause, car les rêveries européennes s'arrêtaient où commençaient les choses sérieuses (pour les détails de cette affaire à mon avis passablement surestimée, voyez le cours sur la France, au chapitre 11).

Briand, qui d'ailleurs eut du mal à expliquer à la S.D.N., lors de son fameux discours de septembre 1930 sur les États-Unis d'Europe, pourquoi son projet était européen et non mondial, eut fort peu de relais à l'étranger, à l'exception d'un certain nombre d'associations de militants idéalistes qui crurent leur heure arrivée, mais n'eurent pas grand effet sur les opinions publiques. Un certain comte Richard Coudenhove-Kalergi, d'origine néerlandaise, grecque et japonaise, diplomate autrichien puis tchécoslovaque, publia plusieurs manifestes paneuropéens à partir de 1923, puis organisa un congrès paneuropéen en 1926 à Vienne, ville symbole des déchirements de l'après-guerre — l'Europe commençait à apparaître essentiellement comme la communauté des pays qui avaient souffert du conflit mondial. Un médecin danois, Christian Frederick Heerfordt, lança en 1924 l'idée d'une confédération européenne; il s'agissait en fait d'une "Europe sans rivages" (???), c'est-à-dire non limitée au vieux continent. Dans ces projets, la dimension anticommuniste était forte — il s'agissait de fédérer les énergies contre la nouvelle Russie; il s'agissait aussi d'essayer de réagir au déclin annoncé du vieux monde, mais les opinions publiques française et britannique, bercées encore d'illusions de puissance, ne furent guère sensibles à ces arguments, tandis que celles des pays vaincus ou nouvellement apparus s'enfermaient dans des logiques nationalistes. Enfin, tous ces militants européens étaient très critiques envers la S.D.N., pourtant dominée par les Puissances européennes à cause de la défection américaine: ils lui reprochaient son inefficacité.

Tout cela avorta dès avant l'arrivée de la grande crise, lorsque la carrière de Briand déclina (il mourut en 1932); en particulier les différents comités de coopération franco-allemands, fondés dans la lignée la conférence de Thoiry (en septembre 1926), et une ébauche d'Europe douanière lancée par la S.D.N. en 1929. Face à la crise, on le sait, les logiques d'affrontement l'emportèrent, et on ne parla plus d'Europe unie jusqu'en 1942 — à l'exception des nazis qui en avaient une vision un peu particulière, que je me permettrai de ne pas faire entrer dans le cadre de cet exposé<sup>2</sup>.

## II-L'émergence de l'idée européenne: raisons et circonstances.

En 1945, les choses avaient complètement changé, même si le moins que l'on puisse dire est que les principaux vainqueurs, notamment les deux européens, la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S., n'étaient pas animés d'un grand enthousiasme européen.

**Le conflit avait amené à relativiser la notion de souveraineté:** ainsi, dans la panique de l'invasion de la France par la *Wehrmacht* en mai-juin 1940, un projet d'union franco-britannique avait bien failli se concrétiser, en partie sous l'influence d'un certain Jean Monnet, un fonctionnaire international français qui avait travaillé pour la S.D.N. et rêvait d'une fédération à l'américaine pour le camp des démocraties. L'arrivée au pouvoir de Pétain, vieillard échappé du XIXe siècle dont la vision du monde était purement nationaliste et qui haïssait les Anglo-Saxons, mit fin au projet, comme à la démocratie. Plus tard, la France libre ne put se développer qu'avec l'appui des Alliés anglo-saxons, sur leur sol en grande partie; de manière générale, durant la guerre un certain nombre de gouvernements fonctionnèrent en exil, notamment ceux de la Pologne et des Pays-Bas, ce qui amena forcément à relativiser les logiques nationalistes — de toute façon, **en 1945 le nationalisme n'était plus une valeur présentable en Europe**, vues les catastrophes auxquelles il avait conduit. Par ailleurs, les Résistances, par le fait même qu'elles combattaient un même ennemi dans toute l'Europe, furent obligées de se constater une "communauté de destin"; certes elles n'agirent pratiquement que dans les cadres nationaux, même si en Europe centrale il apparut des coordinations des Résistances communistes (notamment un comité gréco-yougoslave et un comité polono-tchécoslovaque<sup>3</sup>); mais **après-guerre les anciens résistants étaient bien décidés à s'unir**

<sup>1</sup> Χε νεστ πασ θυευνε ιμαγε; εν 1926, Βριανδ πριτ εφφεχτιπεμεντ παρ λα μαιν λε μινιστρε δεσ αφφαιρεσ [τρανγ\ρεσ αλλεμανδ, Στρεσεμανν, πουρ πρ[σεντερ λα δεμανδε δααδη[σιον αλλεμανδε ρ λα Σ.Δ.Ν.!

<sup>2</sup> Χερταινσ ιντελλεχτυελσ χολλαβορατιοννιστεσ πουλυρεντ χροιρε θυε λα πιχτοιρε δεσ ναζισ σεραιτ λε πρ[λυδε ρ λα[διφιχατιον δε λαΕυροπε δε λευρσ ρ[πεσ: νοταμμεντ λε Βελγε Μαυριχε Λαμβιλλιοττε ετ λε Φραν|αισ Πιερρε Δριευ λα Ροχηλλε.

<sup>3</sup> Ιλ ψ ευτ αυσσι υν χομιτ[ βελγο-ν[ερλανδαισ, [λαργι αυξ Ρ[σιστανχεσ νον χομμυνιστεσ. Εν Φρανχε, λε Χ.Ν.Ρ., ο[ τουσ λεσ χουραντσ πολιτιθυεσ δε λα Ρ[σιστανχε [ταιεντ ρεπρ[σεντ[σ, απαιτ πρ[σεντ[, ρ λαινστιγατιον δε θεαν Μοννετ,

pour prolonger leur combat, prioritairement dans le cadre qui avait été celui des Résistances contre les nazis et les fascistes, c'est-à-dire dans le cadre de l'Europe — en Italie, quelques semaines après la chute du fascisme, en août 1943, il apparut un *Movimento federalista europeo*. Ce d'autant plus qu'il y avait parmi eux beaucoup de communistes, internationalistes de cœur, et en Europe occidentale beaucoup de catholiques, très choqués de la manière dont la chrétienté, catholique en particulier, pour la deuxième fois en vingt ans s'était déchirée. Après 1945, les démocrates-chrétiens de France, d'Italie, de Belgique et d'Allemagne furent parmi les plus chauds partisans de l'Europe unie, et jouèrent un grand rôle dans les premières étapes de son édification<sup>1</sup>.

Les ruines, et l'abaissement de l'Europe (à l'exception de l'U.R.S.S.), renforçaient la "communauté de souffrance" que j'ai évoquée plus haut à propos de la première guerre mondiale (l'Europe est en bonne partie fille de ses déchirements) et forçaient à réfléchir, pour la première fois, sur le destin du continent: une troisième mêlée générale ne laisserait certainement pas grand-chose debout. Outre les nationalismes, elles amenaient à remettre en question la logique du "concert des nations" et, pour la première fois à l'exception de Briand, à penser en termes de coopération et d'association et non plus d'affrontement: il fallait reconstruire le continent, et les anciennes puissances dominantes, désormais rétrogradées au rang de puissances moyennes, menacées à partir de 1947-1948 de n'être plus que des pions sur l'échiquier de la guerre froide, prirent conscience qu'elles devaient s'unir pour stopper leur déclin.

Bien entendu, les pays communistes n'eurent pas la possibilité de participer à la construction européenne, et celle-ci, dès ses débuts (qui correspondirent à ceux de la guerre froide), fut d'abord dirigée contre la menace soviétique; elle bénéficia d'ailleurs, jusque dans les années 1960, de la bénédiction des États-Unis, portés à la sympathie envers un fédéralisme européen qui aurait permis à l'ancien monde de leur ressembler, et soucieux de rassembler toutes les énergies dans le cadre de la lutte contre "l'Empire du mal": contrairement à l'U.R.S.S. qui préféra diviser pour mieux régner et privilégia toujours les relations bilatérales avec chacun de ses satellites, y compris au sein du Comecom, l'Amérique comprit rapidement qu'elle avait intérêt à privilégier la coopération entre ses alliés pour renforcer le pôle européen du camp occidental<sup>2</sup>. En même temps, dès le début l'un des buts de la construction européenne fut d'éviter une mise sous tutelle complète de la partie restée libre du vieux continent par l'Amérique, son colossal protecteur; mais l'on n'insista pas trop là-dessus durant les très atlantistes années 1950<sup>3</sup>.

Tout ceci explique que la construction élaborée après-guerre ait été "européenne" et non pas "occidentale"; et même "européenne" dans un sens fort restrictif, puisqu'en réalité jusqu'à la fin de la guerre froide elle se limita aux rivages atlantiques du vieux continent. On a tendance à l'oublier aujourd'hui que d'anciens pays de l'est s'apprêtent à entrer dans l'Union européenne, mais cette restriction était si prégnante, elle a été longtemps si parfaitement intériorisée ("l'Europe" s'opposait à "l'est") qu'aujourd'hui encore certains ont tendance à assimiler "l'Europe" à la partie occidentale du continent, ce qui provoque de vives réactions chez les habitants des pays d'Europe centrale. Un dernier facteur acheva de ramener la construction européenne au cadre géographique du vieux monde: la décolonisation rendit proprement impensable le maintien ou la reconstruction de liens fédéraux entre les anciennes métropoles et leurs anciennes colonies, lesquelles ne voulaient plus

---

υν προφет δε φ[δ]ρατιον δε λəΕυροπε οχχιδενταλε. Δε μ|με, εν 1941, δεσ ρ[σ]ισιταντο ιταλιενσ απαιεντ ρ[δ]ιγ[ ] υν Μανιφεστε πουρ υνε Ευροπε υνιε ετ λιβρε.

<sup>1</sup> Αλχιδε δε Γασπερι (1881–1954), πρ[σ]ιδεντ δυ Χονσειλ ◊ λəΞπυλσιον δεσ χομμυνιστεσ δυ γουπερνεμεντ δε Ρομε εν 1947, [ταιτ λα πρινχιπαλε φιγυρε δε λα δ[μο]κρατιε–χηρ[τι]εννε ιταλιεννε; Κονραδ Αδενauer (1876–1967), χηανχελιερ δε Ρ.Φ.Α. δε 1949 ◊ 1963, [ταιτ λε χηεφ δε φιλε δεσ δ[μο]κρατεσ–χηρ[τι]ενσ αλλεμανδσ (ποψεξ λεσ χουρσ συρ λəΑλλεμαγνε, αυ χηαπιτρε 4); εν Φρανχε, λε παρτι δ[μο]κρατε–χη[τι]εν [ταιτ λε Μ.Ρ.Π. (ποψεξ λε χουρσ συρ λα Φρανχε, αυ χηαπιτρε 15).

<sup>2</sup> Πουρ χεττε ραισον, τρ[σ] πιτε λεσ χομμυνιστεσ χεσσ[ ]ρεντ δə[ ]τρε προ–ευροπ[εν]σ; ιλσ πρ[τε]νδαιεντ πουλοιρ Ύυνε αυτρε Ευροπε∇, ετ χονχρ[τε]μεντ χομβατταιεντ παρ τουσ λεσ μοψενσ χελλε θυι σε χονστρουισαιτ.

<sup>3</sup> Λα σψμπατηιε αμ[ρι]χαινε πουρ λα χονστρυχτιον ευροπ[εν]νε α δυρ[ ]... φυσθυə[ ] χε θυε λα Χομμυναυτ[ ] ευροπ[εν]νε χομμεν[ ]@τ ◊ ρ[ε]λλεμεντ φονχτιοννερ. Δεπυισ, ελλε α χ[δ] λα πλαχε ◊ υνε χερταινε ινθυι[ ]τυδε: λεσ Ευροπ[εν]σ νε σοντ–ιλσ πασ εν τραιν δε χονστρυιρε υνε ∇φορτερεσσε Ευροπε∇, εν χοντραδιχτιον απεχ λεσ ρ[γ]λεσ δυ λιβρε–[χη]ανγε? Δε χαραχτ[ ]ρε τρ[σ] [τα]τισ[ ] δε χερταινεσ [χο]νομιοσ ευροπ[εν]νεσ φυσθυəυξ ανν[ ]εσ 1980, ετ λε χαραχτ[ ]ρε τρ[σ] βυρεαυκρατιθυε δεσ ινστιτυτιονσ ευροπ[εν]νεσ, ρενφορ[ ]αιεντ λεσ σουπ[ ]ονσ δε σοχιαλισμε ραμπαντ. Χε μαλαιοσ αμ[ρι]χαιν σəεστ αχχεντυ[ ]ε δανσ λεσ ανν[ ]εσ 1980 ετ 1990, λορσθυε λəΕυροπε εστ δεπενυε υνε χονχυρρεντε [χο]νομιθυε σ[ ]ριευσε.

entendre parler de la moindre forme d'association, même égalitaire<sup>1</sup>. **Les rêves de grandeur par-delà les mers ont disparu, bon gré mal gré**; ils ont été remplacés par des rêves européens.

À partir de 1945, la construction d'une Europe unie occupa donc continuellement une place centrale dans les esprits des Européens de l'ouest — puis, après la fin du communisme, de tous les Européens. Mais par la force des choses, les approches de la construction européenne furent diverses: il y a une Europe humaniste, une Europe catholique, une Europe "sociale", il y a même eu, dans les années 1980 et 1990, des tentatives de fédérer à l'échelle européenne les différentes extrême-droites nationalistes. Surtout, les différentes expériences nationales continuèrent à être distinctes; de ce fait, **les approches nationales de la construction européenne** furent très diverses aussi.

Certains pays ont un rapport relativement simple à l'Europe. Ainsi, pour l'**Allemagne** défaite et mutilée en 1945, c'est un rapport de nécessité pressante: elle avait le choix entre l'intégration à l'Europe et un statut de paria international; chaque étape de la construction européenne fut pour elle une étape sur la voie de la reconnaissance, de l'autonomie politique et de la prospérité économique. Cela suffit à expliquer qu'il y ait très peu de courants anti-européens dans ce pays. De même, pour la **Finlande**, l'Europe apparaît avant tout comme une protection contre l'ours russe qui l'a vassalisée durant cinquante ans; c'est encore plus vrai pour les anciens pays du bloc de l'est aujourd'hui candidats à l'Union européenne, comme la Pologne et la Tchéquie. Dans ces pays, le débat est circonscrit aux problèmes d'indépendance nationale: il oppose ceux pour qui l'intégration européenne renforce l'indépendance, à ceux pour qui l'entrée dans l'Union représente une nouvelle abdication de la souveraineté nationale. Le débat est du même ordre au **Danemark** et en Norvège (pays qui a choisi de dire "non" à l'Europe deux fois, en 1972 et en 1992), à ceci près que le danger est plutôt l'Allemagne — laquelle, la différence évidemment est essentielle, *appartient* à l'Union européenne. Pour d'autres pays, notamment ceux de Méditerranée, le rapport à l'Europe est un rapport d'ouverture au monde: vue d'Athènes ou de Madrid, l'intégration à l'Europe a représenté la sortie de l'isolement, de l'archaïsme et des logiques de repli. Enfin, un certain nombre de confetti enclavés comme la Belgique et l'Autriche, ainsi que les Pays-Bas qui ne sont que l'avant-port de l'Allemagne, sont condamnés à l'Europe par leur taille.

Le rapport est bien plus complexe dans le cas des deux anciennes grandes puissances victorieuses en 1945, la Grande-Bretagne et la France. Pour le **Royaume-Uni**, l'Europe représente à la fois un espace indispensable pour le commerce, et la dure réalité du repli régional d'une puissance autrefois mondiale: l'ancienne métropole de cet Empire "sur lequel le soleil ne se couchait jamais" ne se considérait pas comme une puissance européenne mais *péri-européenne*, veillant, forte de son insularité, attachée à l'équilibre des puissances continentales. Devenir une puissance européenne comme les autres est pour elle, à la fois, une heureuse opportunité et une humiliante nécessité: elle a beaucoup de mal à abandonner une vision du monde où *elle* s'oppose au "continent" dans son ensemble<sup>2</sup>, pour une vision du monde où elle n'est plus qu'un pays d'Europe parmi d'autres. La **France** est un pays dont le rapport est complexe à la fois à l'Allemagne, à la Grande-Bretagne (notre "vrai" ennemi héréditaire) et à l'universel, comme j'y insiste au chapitre 5 de mon cours; de ce fait, elle a occupé depuis le début une place centrale dans le processus de la construction européenne, et a quelque peu tendance à considérer ladite construction comme son patrimoine propre. En France et au Danemark, l'Europe est un problème allemand; en Grande-Bretagne, c'est, dans une certaine mesure, un problème français; en Europe centrale, c'est aujourd'hui plus un problème russe qu'un problème allemand...

Si les sensibilités varient, **il y a un problème commun: celui des abandons de souveraineté.**

La construction européenne est censée permettre aux vieilles nations de l'ancien monde de survivre, voire de se renforcer... par l'abandon de pans entiers de leur souveraineté. Dialectique subtile et quelque peu difficile à "vendre" aux populations après un siècle et demi de déification de l'État-nation, sauf aux Allemands d'après 1945 pour qui la nation c'est le Diable. Il suffit d'un zeste de mauvaise foi pour, confondant l'effet et la cause, démontrer que les étapes successives de la construction européenne ont correspondu aux étapes de l'abaissement national... D'où de chauds débats dans les anciennes grandes puissances attristées de leur perte de poids et d'autonomie,

<sup>1</sup> Σαυφ πουρ λα Γρανδε-Βρεταγνε, θυι απαιτ πρ[παρ] λε τερραιν δ\σ 1931 απεχ λα χρ[ατιον] δυ Χομμονωεαλτη, ετ απαιτ συ δανσ λενσεμβλε δ[χολονισερ] < τεμπσ πουρ [πιτερ] λες δραμεσ. Χεεστ βιεν δανσ χε παψσ θυε λαιντ[γγρατιον] < λəYνιον ευροπ[εννε] εστ λα πλυσ ιμποπυλαιρε, πουρ χεττε ραισον ετ θυελθυεσ αυτρεσ; χελα διτ, εν Γρανδε-Βρεταγνε χοιμε αιλλευρσ λες λογιθυεσ [χονομιθυεσ] οντ φινι παρ φαιρε λα διφφ[ρενχε]: ιλ εστ πλυσ ιντ[ρεσσαντ] δε χοιμερχερ απεχ λαΑλλεμαγνε θυεαπεχ λε Νιγ[ρια]!

<sup>2</sup> Χφ. χε φαμευξ τιτρε δυ Συν, υν φουρ δε τεμπ[τε] εν Μανχηε, απαντ λε τυννελ: Υλε χοντινεντ εστ ισολ[Υ] (ηιστοιρε ινπεντ[ε] σανσ δουτε, μαισ σι νον ( περο, ( βεν τροπατο).

comme dans les petites nations inquiètes de la préservation de leur particularisme et de leurs marges de manœuvre. Mais ces débats se sont toujours trouvés biaisés par le fait qu'une partie des partisans de l'intégration européenne n'ose pas s'afficher partisane des abandons de souveraineté, comptant sur l'entraînement de la nécessité, mais par cela apparaissant forcément comme hypocrite! Tandis qu'à l'inverse les "souverainistes" de tout poil ont tendance à abandonner leur programme lorsqu'ils arrivent au pouvoir, par réalisme...

### **III-Les premières étapes de la construction européenne, jusqu'en 1957.**

La France mit quelque temps à entrer dans une logique européenne incluant l'Allemagne: dans les premières années de la seconde après-guerre, comme dans la première, elle s'occupa essentiellement d'essayer d'affaiblir l'ennemi héréditaire (c'était l'époque où Mauriac expliquait qu'il "aimait tellement l'Allemagne qu'il préférerait qu'il y en eût plusieurs"). Dans ces années-là, les gouvernements français envisagèrent essentiellement un rapprochement avec le Royaume-Uni, autre vainqueur; mais le gouvernement travailliste d'Attlee, encore totalement insensible aux problématiques européennes, choisit l'appel du "grand large"<sup>1</sup>, c'est-à-dire des relations privilégiées avec les États-Unis assorties d'une forte présence américaine sur le vieux continent. Il faut dire que vu de Londres, la perspective de reconstruire l'Europe avec l'Allemagne et la France, une puissance vaincue et un "vainqueur" humilié en 1940, devait apparaître à l'époque extrêmement improbable.

Par ailleurs, un autre facteur finit par imposer l'Allemagne au cœur de la construction européenne, et termina de faire de "l'Europe" une affaire essentiellement franco-allemande: ce fut bien sûr la guerre froide, qui mutila l'Allemagne et surtout la transforma en une ligne de front. Les Allemands de l'ouest avaient désormais une bonne raison de s'unir avec les Français, les Italiens et éventuellement les Britanniques; d'autre part, l'inquiétude était telle que dès 1946-1947 les Américains firent comprendre aux Français que toutes les énergies anticommunistes étaient bienvenues et que les temps n'étaient plus aux querelles nationales. De plus, Washington avait un argument de poids: l'Europe avait besoin de son argent pour se reconstruire. Les États-Unis imposèrent notamment, pour la gestion de l'aide Marshall (qui arriva à partir de janvier 1948), une série d'organismes à l'échelle de l'Europe occidentale, notamment l'Organisation européenne de Coopération économique (**O.E.C.E.**) en avril 1948. À l'exception des communistes, puissants surtout en France et en Italie, les Européens acceptèrent de bon gré cette aide et cette organisation américaines. Cet organisme cependant n'avait qu'une capacité d'action limitée: l'organe central en était le Conseil des ministres, qui réunissait une fois l'an les ministres des Affaires étrangères des pays membres (Royaume-Uni, Irlande, France, Luxembourg, Belgique, Pays-Bas, Allemagne occidentale, Danemark, Norvège, Suisse, Islande, Autriche, Italie, Grèce, Portugal, Turquie), et au sein duquel l'unanimité prévalait; les situations économiques et les politiques suivies étaient trop différentes. L'O.E.C.E. accoucha, en 1950, d'une **Union européenne des Paiements**, qui mettait fin notamment aux accords commerciaux bilatéraux; mais il ne fut pas possible d'établir une union douanière.

Dans une autre logique, militaire celle-là, en mars 1948 le **pacte de Bruxelles** donna naissance à une alliance entre la France, la Grande-Bretagne et les trois pays du Benelux; l'Allemagne, qui n'était pas encore indépendante, n'en faisait pas partie, ni d'ailleurs l'Italie, mais la logique était désormais plus antisoviétique qu'antiallemande. Puis les événements s'accéléraient; le pacte de Bruxelles s'intégra à l'O.T.A.N. (le traité de l'Atlantique nord fut signé en avril 1949) et perdit toute importance autre que symbolique. Dans une logique politique, en mai 1949 il apparut un **Conseil de l'Europe**, fort de dix membres, et qui siégeait à Strasbourg: il y avait une Assemblée consultative composée de représentants des Parlements nationaux, et un Comité des ministres (des Affaires étrangères). Il s'étendit peu à peu à toutes les démocraties du vieux continent, ses compétences étaient aussi larges que ses pouvoirs concrets étaient faibles — c'était, comme on dit, un "laboratoire d'idées". Il servit essentiellement de forum; en 1950, il adopta une **Convention européenne des Droits de l'Homme** qui, pour la première fois, plaçait les principes du droit naturel au-dessus des législations nationales. La France ne la ratifia qu'en 1981.

Bref, deux organismes techniques et trois organismes symboliques. Les choses n'allèrent guère plus loin pour le moment, parce que les opinions publiques n'étaient pas prêtes. Il y eut **une grande campagne des partisans d'une Europe unie**; elle fut lancée notamment par un grand discours de Churchill (alors dans l'opposition), à Zurich en septembre 1946: se réclamant de Briand, il réclama la constitution d'une Union axée sur la France et l'Allemagne... mais sans la Grande-Bretagne, laquelle appartenait déjà à un "groupement naturel", le Commonwealth. Churchill contribua aussi au lancement d'un mouvement *United Europe*, à Londres en mai 1947. Les sondages montraient que les opinions publiques étaient très réceptives à ces thèmes, et divers

---

<sup>1</sup> Υν πρεμιερ μινιστρε βριταννιθνε α δ[χλαρ] υν φουρ: Ξεντρε λΞΕυροπε ετ λε γρανδ λαργε, νουσ χηοισιρονσ τουφουρσ λε γρανδ λαργεΨ. θε νΞαι πασ ρετρουπ[ λΞαυτευρ ετ λα δατε δε χεσ μοτς; ον τρουπε δεσ φορμυλεσ προχηεσ, θυοιθυε μοινσ χονχιεσ, δανσ λα βουχηε δε τουσ λεσ πρεμιερσ μινιστρεσ δεσ ανν[ε]σ 1940 ET 1950.

mouvements fédéralistes se développèrent, dont un Comité pour les États-Unis socialistes d'Europe (en juin 1947) et une Union européenne des Fédéralistes (en décembre 1946); mais ce n'étaient guère que de fragiles confédérations de formations politiques nationales, et très vite les problématiques nationales l'emportèrent, pour les politiciens comme pour les électeurs à l'heure décisive du choix électoral — ainsi, en France, même le M.R.P., en théorie le parti le plus européen, s'intéressait modérément aux structures européennes auxquelles il appartenait, malgré les efforts de certains de ses dirigeants comme Pierre-Henri Teitgen. L'apogée de ce mouvement fut le congrès de La Haye, en mai 1948; mais il mit en évidence toute une série de clivages, entre fédéralistes et unionistes, entre libre-échangistes et dirigistes, entre atlantistes et partisans d'une "troisième voie" pour l'Europe, entre Britanniques et continentaux, entre petits pays et grandes puissances: il y avait autant de projets pour l'Europe que de militants européens. Le Mouvement européen issu du congrès de la Haye (en octobre 1948) avorta. Au début de l'année 1950, la déception était grande parmi les partisans de la construction européenne: la dynamique de l'après-guerre allait-elle avorter?

En mai 1950, Robert Schuman<sup>1</sup>, ministre français des Affaires étrangères, relança spectaculairement le processus européen par une déclaration qui proposait un Plan d'organisation économique de l'Europe: on était en pleine mystique planificatrice, en France tout au moins, et derrière la déclaration Schuman on retrouvait bien entendu Jean Monnet, européen convaincu et premier commissaire au Plan en France, pour qui « l'Europe ne se fer[ait] ni d'un coup, ni dans une construction d'ensemble: elle se fer[ait] par des réalisations concrètes, créant d'abord une solidarité de fait ». Remarquez, dans le cadre de la problématique de l'introduction, que l'un des objectifs du **plan Schuman** était "le développement de l'Afrique", un objectif qui d'ailleurs devait laisser glabres les Allemands, qui n'avaient plus de colonies depuis 1919. Mais il s'agissait avant tout de réorganiser la production sidérurgique, essentielle à l'époque pour les économies européennes, et pour la reconstruction<sup>2</sup>. Par ailleurs, la sidérurgie, c'étaient les mines de Lorraine, de la Sarre et de la Ruhr, pour lesquelles (entre autres) Français et Allemands s'étaient battus à trois reprises; et puis, la sidérurgie, c'était la production de métal pour les armes et les véhicules militaires: la réconciliation franco-allemande était donc au cœur de cette affaire en apparence purement économique.

Dès le début la Grande-Bretagne refusa de s'associer au projet: elle craignait pour sa sidérurgie nationalisée en 1945, pour son avenir industriel (un ministre, Bevin, s'inquiéta qu'un organisme supranational pût enjoindre à Londres de « ne plus extraire de charbon ou de ne plus couler d'acier, mais de faire pousser des tomates »), et puis elle refusait tout transfert de souveraineté. Les six gouvernements intéressés (ceux de la France, de la R.F.A., de l'Italie et des pays du Benelux) entamèrent des négociations qui aboutirent, en avril 1951, à l'institution de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (**C.E.C.A.**), qui commença à fonctionner en août 1952 (son siège était à Luxembourg). Il y avait une Haute Autorité de neuf membres, une Cour de justice, un Conseil spécial des ministres et une Assemblée commune formée de délégués des parlements nationaux.

La reprise de la dynamique, même limitée à une petite partie de l'Europe libre, encouragea les partisans de la construction européenne à poursuivre l'intégration continentale dans un secteur beaucoup plus crucial, celui de la défense; les États-Unis, très favorables à la C.E.C.A., poussaient dans ce sens, essentiellement pour obtenir un réarmement de la R.F.A. dans les plus brefs délais: or la perspective d'une renaissance de l'armée allemande était inacceptable par les Français. En octobre 1950, René Pleven, président du Conseil français<sup>3</sup>, lança un projet

<sup>1</sup> Σχημα (1886–1963) [ται υν Λορραιν, δε π\ρε λυξεμβουργεοισ. Ιλ φιτ σεσ [τυδεσ εν Αλλεμαγνε, ϙ Μετζ, ϙ Στρασβουργ, πuiσ ϙ Βονν; εν 1912, ιλ δεπιντ αποχατ εν Λορραινε αλλεμανδε. Εν 1919, ιλ δεπιντ δ[πυτ] δε λα Μοσελλε ρεδεπεννε φραν|αισε; ιλ δ[φενδιτ απεχ πιγυευρ λα σπ[χιφιχιτ] δε λα Αλσαχε–Λορραινε, σανσ πουρ αυταντ πρ|νερ λε φ[δ]ραλισμε. Χε[ται υν ηομμε δε δροιτε: ιλ σουτιντ Φρανχο δυραντ λα γυερρε δε Εσπαγνε ετ ποτα λεσ πλεινσ πουποιρσ ϙ Π[ταιν. Φραππ[ δεινδιγνιτ] ϙ λα Λιβ[ρατιον (ιλ νε[ταιτ πασ εντρ] δανσ λα Ρ[σιστανχε), ιλ ρεπριτ υνε χαρρι\ρε πολιτιθε δε\σ 1945 γρ@χε ϙ λειντερπεντιον δε δε Γαυλλε. Ιλ εντρα αυ Μ.Ρ.Π., πuiσ αυ γουπερνεμεντ εν 1947.

<sup>2</sup> Χεττε πριοριτ[ αχχορδ[ε ϙ λα σιδ[ρυργιε εστ τππιθυε δε χερταινσ μπτηεσ δε λα[ποθυε, η[ριτ[σ δεσ σοχιαλιστεσ μαισ θυι απαιεντ ∇δ[τειντ ∇ φυσθυε ϙ δροιτε: λε ∇μ[ταλλο ∇, φιγυρε δυ προλ[ταιρε ετ δε λα απενιρ παρ εξχελλενχε; λειδ[ε θυε λεσ γυερρεσ απαιεντ δεσ χανσεσ εσσεντιελλεμεντ [χονομθιωεσ ιλ [ταιτ [πιδεντ θυε χε[ταιτ πουρ λα σιδ[ρυργιε θυε λα Φρανχε ετ λα Αλλεμαγνε σε[ταιεντ βαττυεσ τροις φοις.

<sup>3</sup> Πλεπεν (1901–1993) [ταιτ βρετον. Απαντ λα γυερρε, ιλ απαιτ τραπαιλλ[ πουρ λα φιρμε αμ[ριχαινε δε τ[λ[χομμυνιχατιονσ Α.Τ.Τ.; ιλ ψ ρενχοντρα Μονντε. Ιλ



d'armée européenne qui devait beaucoup, encore une fois, à Jean Monnet (et aussi à Churchill, toujours dans l'opposition). Elle serait formée de bataillons nationaux, à cause du problème des langues, et la plupart des divisions ne seraient pas mixtes; mais l'état-major serait international; le tout serait intégré à l'O.T.A.N. et relèverait, pour les aspects politiques, d'un ministre européen de la Défense responsable devant le parlement de la C.E.C.A. Les négociations ouvertes par les Six aboutirent, en mai 1952, à un traité créant une Communauté européenne de Défense (**C.E.D.**), moins audacieuse que le plan Pleven. Le projet était assez ambigu; surtout, il impliquait à terme la naissance d'une Communauté politique de l'Europe, car il paraissait difficile de prendre des décisions communes, sur des sujets aussi sensibles, entre six pays indépendants, même si le poids de la France était écrasant. Mais toutes les négociations en ce sens échouèrent. De toute façon **la C.E.D. échoua à cause de problèmes politiques internes à la France**: la IV<sup>e</sup> République fut trop faible pour imposer la C.E.D. au cartel des mécontents formé par les gaullistes, les communistes et une partie de chacune des formations majoritaires (outres les arguments nationalistes, une campagne anticléricale avait stigmatisé "l'Europe vaticane"<sup>1</sup>). Pour les détails, voyez le chapitre 15 du cours sur la France. En août 1954, le Parlement français refusa de ratifier le traité de mai 1952: l'Europe militaire était morte, et avec elle l'Europe politique.

On se contenta, en octobre 1954, d'élargir le pacte de Bruxelles en une **Union de l'Europe occidentale**, qui fut la seule et unique institution militaire de l'Europe, mais n'eut jamais la moindre crédibilité (elle s'est fondue dans les structures de l'Union européenne fin décembre 2000). La France dut accepter, pour calmer la fureur des Américains la réapparition d'une armée ouest-allemande, la *Bundeswehr*, intégrée bien entendue au Pacte atlantique (en 1955).

La leçon était claire: les esprits n'étaient pas encore mûrs pour une Europe politique, fédérale. Il fallait d'abord habituer les peuples européens à vivre ensemble: pour cela, une seule voie, la construction d'une communauté économique. Jean Monnet, le Néerlandais Johan Willem Beyen (né en 1897) et le Belge Paul-Henri Spaak (1899-1972), premier président successivement de l'O.E.C.E., du Conseil de l'Europe et de l'assemblée de la C.E.C.A., s'occupèrent de relancer le processus européen, dans une logique désormais beaucoup moins volontariste et beaucoup plus libérale. Les négociations aboutirent en mars 1957, toujours sous forte pression américaine (et grâce aux événements de 1956 qui provoquèrent un regain de crainte de l'agressivité soviétique dans les opinions publiques européennes), à la signature des **traités de Rome**, par lesquels la construction européenne prit une autre dimension.

#### **IV-Des traités de Rome à la relance européenne de 1979.**

Le premier traité de Rome donnait naissance à une **Communauté économique européenne (C.E.E.)**: elle associait six pays, ceux de la C.E.C.A. — on parle rétrospectivement de "l'Europe des six". C'était d'abord un espace de libre-échange (à créer progressivement dans un délai de quinze ans), un "marché commun" (du reste, on désignait souvent la C.E.E. par ce nom jusqu'aux années 1980). Mais les Européens avaient signé bien plus qu'un simple traité de libre-échange, car pour rendre possible l'élaboration d'une politique économique commune la C.E.E. avait ses institutions propres — certes non souveraines, et dont on pouvait être assuré, à leur simple énoncé, qu'elles seraient faibles. Elle était dotée d'un exécutif bicéphale: une Commission de neuf membres, nommés pour quatre ans par les gouvernements, chargé de proposer et de faire appliquer les dispositions du traité de Rome; et un Conseil des ministres doté du monopole de la décision et du pouvoir de rejeter ou de modifier, mais à l'unanimité, les décisions de la Commission (plus tard, la répartition de ces compétences a été un peu précisée). Il apparaissait aussi une Assemblée parlementaire européenne, qui prit le nom de Parlement européen en 1962; composée jusqu'en 1979 de délégués des parlements nationaux, elle n'avait qu'un rôle consultatif jusqu'aux réformes des années 1990 qui lui ont donné un semblant de pouvoir de décision dans certains domaines secondaires. Les institutions de la C.E.C.A. se fondirent dans celles de la C.E.E.

Le second traité de Rome donnait naissance à une Communauté européenne de l'Atome (plus connue sous le nom d'**Euratom**): il sagissait d'essayer de réitérer pour une énergie d'avenir, le nucléaire, ce qui avait été fait pour le charbon avec la C.E.C.A. Au départ Euratom bénéficiait, outre les encouragements des États-Unis, de la faveur du gouvernement français; cependant les Français exigèrent que les membres d'Euratom gardassent la libre disposition de l'arme nucléaire (la France ne l'avait pas encore), alors que les autres membres de la C.E.E. auraient souhaité son interdiction en Europe. Dans les années 1960 au contraire, Euratom se heurta à la mauvaise

---

ασσυμα δεσ ρεσπονσαβιλιτ[σ φινανχι\ρεσ ετ αδμινιστρατιπες αυ σειν δε λα Φρανχε λιβρε; ιλ νεαπαρτεναιτ πασ αυ Μ.Ρ.Π. μαισ ϙ λεΥ.Δ.Σ.Ρ. Ιλ φυτ δευξ φοις πρ[σιδεντ δυ Χονσειλ σουσ λα Ισε Ρ[πυβλιθυε, πυισ γαρδε δεσ Σχεαυξ (μινιστρε δε λα θυστιχε) δε Πομπιδου εν 1969.

<sup>1</sup> Ρελαψ[ε δαυλλεурс δανσ λεσ μυλιευξ χατηολιθυεσ: λεξεπρεσσιον ιχι εμπλοψ[ε εστ δε τοσεπη Ηουρσ, λε προφεσσεур δεΗιστοιρε δε λα κη@γνε δυ λψχ[ε δυ Παρχ, ϙ Λψον, δανσ υν αρτιχλε δε 1953.

volonté de la France gaullienne, qui le sabota consciencieusement: on fit des plans pour une usine européenne d'enrichissement du plutonium, mais ce fut un échec. Dans les années 1970, Euratom entra dans une somnolence dont aucun prince charmant n'est encore venu la tirer.

Ces années, qui furent celles de la décolonisation en France et en Belgique, donc du repli définitif de la construction européenne sur le seul vieux continent, furent difficiles: en France, cœur de la construction européenne (car c'était le pays le plus riche avec l'Allemagne, en plein renouveau économique mais condamnée au profil bas par son passé), **de Gaulle** était au pouvoir; il n'était pas hostile à la construction européenne tant qu'elle se limitait à un espace de coopération entre nations souveraines (c'était ce qu'il appelait: "l'Europe des nations"), mais il se méfiait de tout ce qui pouvait déboucher à terme sur des abandons de souveraineté (il avait même condamné la C.E.C.A. à sa naissance, pour cette raison).

Il n'avait que mépris pour les institutions européennes, dans la mesure où elles n'étaient pas élues; il comprenait cependant la nécessité d'organismes politiques pour gérer la politique économique commune. En février 1961, une commission d'études présidée par le Français Christian Fouchet présenta un projet d'Europe politique "confédérale", c'est-à-dire une union d'États souverains, un cadre où les nations auraient conservé leur personnalité; mais les cinq autres pays de la C.E.E. trouvèrent le **plan Fouchet** insuffisamment atlantiste et s'inquiétèrent de la prééminence excessive de la France dans la future confédération; le projet échoua — ce fut à la suite de cet échec qu'en mai 1962, de Gaulle tint la fameuse conférence de presse où il réaffirma le primat des souverainetés nationales et assura que « Dante, Goethe, Chateaubriand (...) n'auraient pas beaucoup servi l'Europe s'ils avaient été des apatrides et s'ils avaient pensé, écrit, en quelque espéranto ou **volapük** intégré<sup>1</sup> ». De juin 1965 à janvier 1966, à la suite de désaccords sur la politique agricole, la France refusa de participer aux réunions des organismes européens, des "communautés" comme on disait: c'est ce que l'on appelle "**la politique de la chaise vide**".

Enfin **de Gaulle bloqua à deux reprises l'entrée de la Grande-Bretagne dans la C.E.E.**, en janvier 1963 et en novembre 1967. En 1957, le Royaume-Uni avait refusé de signer le traité de Rome; il avait tenté de susciter, pour concurrencer la Communauté européenne, une zone de libre-échange, l'Association européenne de Libre-Échange (**A.E.L.E.**); mais il n'était arrivé à rallier aucun des "poids lourds" du vieux continent (les pays scandinaves, la Finlande et le Portugal avaient adhéré à l'A.E.L.E., ainsi que la Suisse et l'Autriche), aussi dès 1961 il avait déposé une demande d'adhésion à la C.E.E. Mais de Gaulle ne l'entendit pas de cette oreille: pour lui, la perfide Albion était le cheval de Troie des États-Unis, et il expliqua (à l'occasion du premier refus) qu'il ne voulait pas d'« une Communauté atlantique colossale sous direction américaine et qui aurait tôt fait d'absorber la Communauté européenne ». C'est peut-être à cause de de Gaulle que la construction européenne n'a pas pris le chemin d'une communauté de tout le bloc occidental... Ce dont rêvait de Gaulle, c'était d'une Europe « de l'Atlantique à l'Oural » (il employa deux fois cette formule, en 1962 et en 1965); vue la situation internationale, ce n'était guère plus qu'une formule incantatoire.

Cependant, il y eut des progrès. Les **tarifs douaniers** internes à la Communauté furent ramenés à zéro en juillet 1968, avec de l'avance sur le calendrier du traité de Rome (grâce à la forte croissance de ces années 1960). Les Six s'entendirent sur le lancement, en janvier 1962, d'une **politique agricole commune** (la P.A.C.); malgré la politique de la chaise vide, elle se mit en place peu à peu dans les années 1960, car la France, grande puissance agricole, y avait intérêt au fond. Par ailleurs, la réconciliation franco-allemande allait bon train (voyez le cours sur la France, au chapitre 16). En revanche, la crise charbonnière mondiale, due au passage massif des économies développées aux hydrocarbures, et le fait que la R.F.A. libérale des années 1960 se refusait à tout dirigisme pour tenter de résoudre la crise, se traduisit par une marginalisation progressive de la C.E.C.A. Euratom, on l'a vu, fut un autre échec.

Dans les années 1970, de Gaulle n'étant plus là, il fut possible de relancer la construction européenne; malheureusement la crise économique limita beaucoup les progrès en ce sens, et ce fut une période de stagnation. Il y eut cependant quelques progrès. En 1975, on finit par s'entendre sur le financement du **budget des Communautés**, c'est-à-dire à l'époque essentiellement de la P.A.C., par des ressources propres (tirés des prélèvements agricoles, des droits de douane et des T.V.A. nationales) — c'était un important transfert de souveraineté au profit du Parlement européen, désormais en charge du contrôle dudit budget. Ce fut également à cette époque, en 1969, que naquit le système des **montants compensatoires** agricoles, destiné à neutraliser les variations des monnaies européennes entre elles; avec la désorganisation du système monétaire mondial dans les années 1970, il devint rapidement d'une complexité cauchemardesque. En 1975, la C.E.E. se dota d'une politique de réduction des inégalités régionales: ce fut l'année où naquit le Fonds européen de Développement régional

---

<sup>1</sup> Λε παρτιχιπε πασσ[ εστ υνε ρ[φ[ρενχε αυξ παρτισανσ δε λ[βιντ[γρατιονV ευροπ[εννε, χ[εεστ-ϕ]-διρε εν γροσ ϕ λ[β[ποθυε δ[υν φ[δ[ραλισμε πλυσ πουσσ[ θυε χελυι προποσ[ παρ λε πλαν Φουχηετ.

(**F.E.D.E.R.**). Enfin, à partir d'octobre 1972 des sommets plus ou moins annuels réunirent les chefs de gouvernement de la C.E.E.

Surtout, en janvier 1973, pour la première fois **la Communauté européenne s'élargit**: les "Six" devinrent les "Neuf", par adjonction de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et du Danemark (les Norvégiens, admis eux aussi à l'issue des négociations, avaient refusé par référendum)<sup>1</sup>. L'A.E.L.E., lâchée par son "patron", fut marginalisée. L'élargissement ne menaçait guère la prééminence du couple franco-allemand, c'est-à-dire celle de la France: le Royaume-Uni n'était pas très enthousiaste pour tout ce qui dépassait le stade de l'union de libre-échange (il le fut encore moins sous les trois mandats de Margaret Thatcher, de 1979 à 1991), et surtout c'était, dans les années 1970, un pays en très grande difficulté économique, réduit en 1976 à mendier un emprunt au F.M.I. comme une vulgaire nation du tiers-monde.

En revanche, la **politique monétaire** européenne fut un échec. On rêvait pourtant d'union monétaire depuis les années 1950; en 1970, en pleine prospérité, un rapport avait proposé l'année 1980 comme terme du processus d'union monétaire. En mai 1972, les Six firent une première tentative de changes semi-fixes: ce fut le système du "serpent" européen (une bande de fluctuation de  $\pm 2.25\%$  entre les monnaies des Six) dans le "tunnel" (la bande de fluctuation du dollar, dans le cadre des accords de Bretton Woods, déjà bien mal en point). La crise mit fin à l'expérience: le franc français sortit définitivement du "serpent" en mars 1976.

## **V-Depuis la relance de la construction européenne en 1979.**

Il y eut **deux nouveaux élargissements** dans les années 1980: la Grèce adhéra à la C.E.E. en 1981, l'Espagne et le Portugal en 1986, après d'assez longues périodes transitoires. Il s'agissait en bonne partie de décisions politiques: la communauté des démocraties européennes attribuait un brevet d'honorabilité à des pays tout juste débarrassés de leurs dictatures de droite (en 1974 pour la Grèce et le Portugal, en 1975 pour l'Espagne). La France voyait aussi, dans cette extension de la Communauté à des pays méditerranéens, la perspective de nouveaux "clients" face au "bloc nordique" que l'élargissement de 1973 avait renforcé, autour à terme, craignait-on, de l'Allemagne. On voit que les logiques de rivalités nationales n'étaient pas près de disparaître; cependant, il est juste de souligner qu'elle avaient désormais pour cadre les douillots immeubles bruxellois, luxembourgeois et strasbourgeois des Communautés, non plus les plaines de Champagne et de Lorraine. Enfin, ces trois pays, quoique pauvres, étaient d'importants marchés en perspective, une fois que grâce aux aides européennes ils se seraient modernisés<sup>2</sup> — ce qui eut lieu à un rythme étonnant, surtout dans le cas des deux pays ibériques: la C.E.E., jusque-là un club de pays riches, démontra qu'elle pouvait être aussi un levier pour l'extension du développement à des régions nouvelles.

Seule l'agriculture posa quelques problèmes: la France était en concurrence avec l'Espagne et le Portugal pour presque toutes les grandes productions méditerranéennes. Cela valut aux touristes d'admirer longuement quelques beaux barrages de tracteurs sur les autoroutes du sud de la France, jusque bien avant dans les années 1990. La Grande-Bretagne, qui n'a pratiquement plus d'agriculture, protesta contre le fait que les prélèvements européens bénéficiaient essentiellement aux pays du sud: c'était l'époque où avant les sommets des chefs de gouvernements de la C.E.E., Margaret Thatcher agitait un porte-monnaie sous le nez des journalistes en grinçant: « *I want my money back* »... On parvint à un accord en 1984. Par ailleurs les institutions européennes, prévues pour six membres, fonctionnaient de plus en plus difficilement: il y avait désormais dix-sept commissaires européens à mettre d'accord!

En 1995, la Suède, la Finlande et l'Autriche ont rejoint à leur tour l'Union européenne; les Norvégiens ont à nouveau refusé. Ces trois pays riches et peu peuplés ne posent pas de problème particulier — il y a quand même eu des nationalistes attardés, en France, pour s'inquiéter de ce "renforcement du camp allemand"<sup>3</sup>. En conséquence, les frontières orientales de l'Union ressemblent désormais étrangement à celles de l'Europe libre durant la guerre froide, sauf en Allemagne où la réunification a intégré l'ex-R.D.A. à la Communauté européenne en 1990; et les problèmes de fonctionnement des institutions européennes sont plus aigus que jamais.

Surtout, deux pas décisifs furent franchis dans la voie de l'**approfondissement** de l'intégration européenne. D'une part, en 1979, pour la première fois, **le Parlement européen fut élu au suffrage universel**: ceci pour essayer de donner un peu de contenu démocratique à cet édifice technocratique et abscons que la C.E.E. était devenue. Depuis, tous les cinq ans, les élections européennes nous font rêver. D'autre part, en mars

---

<sup>1</sup> Ον δοννε παρφοις λα δατε δε 1972, θυι εστ χελλε δε λα σιγνατυρε δεσ τραιτ[σ δααδη]σιον.

<sup>2</sup> Εν 1985, δεσ Προγραμμεσ ιντ[γρ]σ μ[διτερραν]ενσ (Π.Μ.Ι.) πινρεντ σαφουτερ αυ Φ.Ε.Δ.Ε.Ρ.

<sup>3</sup> Τουτ νατυρελλεμεντ, λα χηυτε δυ ριδεαυ δε φερ ρεπλαχε λαΑλλημαγνε αυ χεντρε δε λαΕυροπε; λα φορμε νι λα ταιλλε δε λαΥνιον ευροπ[εννε νψ πευπεντ ριεν.

1979, la France et l'Allemagne relancèrent un nouveau système de changes semi-fixes, le Système monétaire européen (**S.M.E.**). Les pays membres s'engageaient à maintenir leur monnaie dans des marges de fluctuation établies autour de cours-pivots définis par rapport à une unité de compte (ou monnaie de compte) européenne, l'**E.C.U.** (*European Currency Unit*), elle-même définie par un "panier" de monnaies où le poids de chaque devise membre du S.M.E. était proportionnel au poids économique du pays émetteur. Il existait, pour le cas de crises, un fonds de soutien. Le S.M.E. fonctionna correctement malgré la faiblesse du franc qui obligea à plusieurs réajustements dans les années 1980 (par ailleurs la livre sterling n'y adhéra qu'en 1990), jusqu'à une grave crise qui l'ébranla en 1992-1993 (la livre et la lire sortirent du S.M.E.; les marges de fluctuation durent être élargies de  $\pm 1.25\%$  à  $\pm 15\%$ )<sup>1</sup>.

Après la fin des fantaisies économiques françaises des années 1980, on décida de poursuivre dans la voie de l'approfondissement. Le processus de négociation, où le Français Jacques Delors (né en 1925), alors président de la Commission européenne, joua un rôle majeur, aboutit, en février 1986, à la signature de l'**Acte unique**. Celui-ci organisait la disparition progressive des derniers obstacles, non douaniers, au commerce intereuropéen: toutes les normes, notamment, furent harmonisées. La compétence européenne fut étendue à de nouveaux domaines d'intervention; la libre circulation des hommes devint une réalité en mars 1995 dans le cadre de l'**"espace Schengen"**<sup>2</sup>, plus étroit que la C.E.E. (la Grande-Bretagne notamment n'en fait pas partie). La P.A.C. fut réformée: les montants compensatoires, rendus moins utiles par l'harmonisation monétaire progressive, disparurent en 1992. Surtout, pour certaines décisions point trop cruciales on décida de renoncer à la règle de la décision à l'unanimité, pour celle de la majorité qualifiée: c'était un nouveau transfert de souveraineté majeur, puisque les pays membres de la C.E.E. acceptaient la perspective de se voir imposer certaines décisions par la majorité de leurs partenaires.

L'Acte unique ayant été un succès, et dans le contexte de l'euphorie provoquée par la fin du communisme, on passa à des choses beaucoup plus ambitieuses, beaucoup moins techniques et beaucoup plus politiques. Une série de conférences intergouvernementales et de négociations aboutirent, en février 1992, à la signature du **traité de Maastricht**, qui remplaça le traité de Rome. La C.E.E., désormais rebaptisée Union européenne (cela valait affirmation que l'on avait dépassé le stade de la simple coopération économique), devait se doter d'une monnaie unique, sous la condition que les pays candidats satisfassent à des "critères de convergence" fort sévères portant sur l'inflation, le déficit budgétaire et la dette publique. L'Union se voyait dotée de nouveaux domaines de régulation: citoyenneté, éducation, culture, santé, environnement, politique sociale. Les institutions étaient vaguement démocratisées, sans devenir pour autant beaucoup plus transparentes ni beaucoup plus efficaces: le vote à la majorité qualifiée était étendu, les compétences du Parlement aussi. L'Union se dota d'une Politique extérieure et de Sécurité commune (P.E.S.C.), qui n'a pas dépassé le stade des déclarations d'intentions; il était aussi question de coopération dans les domaines de la justice, de l'immigration, etc.

Les choses ne sont pas allées sans difficultés: le Danemark a voté "non" au référendum sur le traité de Maastricht (il a fallu renégocier, introduire des dérogations); la France a bien failli faire de même (le "oui" ne l'a emporté que par 51% des voix). La crise du S.M.E., évoquée plus haut, a bien failli compromettre la **monnaie unique**; cependant celle-ci est bien née, en janvier 1999; à la grande fureur de Valéry Giscard d'Estaing, qui avait inventé le mot "E.C.U.", elle a été rebaptisée "euro" à la demande des Allemands. Aujourd'hui, les débats portent surtout sur le rythme des nouvelles extensions de l'U.E. (à peu près toute l'Europe est candidate à l'adhésion) et sur la possibilité d'une nouvelle relance de l'approfondissement, car la construction européenne dans son état actuel (en 2002) est un hybride étrange et à l'évidence instable: l'union économique est aujourd'hui à peu près complète mais l'union politique est embryonnaire; il y a quinze politiques économiques différentes, dictées d'abord par les logiques nationales (puisque les élections qui comptent ont lieu dans les cadres nationaux, et que les politiciens n'ont pas pour coutume de s'occuper des non-électeurs); quinze législations, quinze systèmes judiciaires, etc... mais aucune autorité pour assurer des arbitrages en cas de conflit grave. C'est pourquoi la construction européenne présente la bizarre particularité de ne pouvoir survivre qu'en avançant: comme une bicyclette, si elle s'arrête l'équilibre est rompu, et elle chute. On ne sait pas trop jusqu'où, et jusqu'à quand, les Européens pourront poursuivre cette étrange, quoique jusqu'ici productive, fuite en avant.

---

<sup>1</sup> ζουφεζ λα φιχη E1.

<sup>2</sup> Δυ νομ δυ τρου λυξεμβουργεοισ ο] λε τραιτ[ α [τ[ σιγν[.